

 	<p>Instrument de soutien à la reprise en faveur de la cohésion et des territoires de l'Europe (REACT-EU) Révision du PO FEDER-FSE 2014-2020</p>
<p>Direction Générale Adjointe Europe et Coopération méditerranéenne</p>	<p><i>Comité de suivi du 14 décembre 2020</i></p>

CONTEXTE : INSTRUMENT DE SOUTIEN A LA REPRISE EN FAVEUR DE LA COHESION ET DES TERRITOIRES DE L'EUROPE (REACT-EU)

Face à la crise de la COVID-19 d'une ampleur sans précédent, la Commission européenne a proposé le 26 mai 2020 un Plan de relance pour l'Europe afin de contribuer à réparer les dommages économiques et sociaux engendrés par la pandémie, à se prémunir contre de nouvelles crises et à encourager une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie. En vue de mobiliser les investissements nécessaires, la proposition de la Commission repose sur deux piliers :

- un nouvel instrument de relance, *Next Generation EU*, qui permettra d'augmenter le budget de l'Union européenne grâce à de nouveaux financements levés sur les marchés financiers pour la période 2021-2024 ;
- un cadre financier pluriannuel 2021-2027 renforcé

Le 21 juillet 2020, sur la base de la proposition de la Commission et sous réserve de la validation du Parlement européen, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union sont parvenus à un accord sur un budget européen global de 1 824 milliards d'euros, qui comprend un cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 de 1074,3 milliards d'euros et un plan de relance exceptionnel de 750 milliards d'euros pour la période 2021-2024.

Dans le cadre du premier pilier du plan de relance, l'instrument de soutien à la reprise en faveur de la cohésion et des territoires de l'Europe, « REACT-EU », consiste en un abondement de 47,5 milliards des fonds structurels européens pour les années 2021 et 2022. Afin d'assurer un déploiement rapide des ressources supplémentaires en faveur d'investissements qui répondent aux besoins de l'économie réelle, la Commission propose que les ressources supplémentaires soient mises à disposition dans le cadre des programmes toujours en cours de la programmation actuelle 2014 - 2020 et fixe une date de fin d'éligibilité des dépenses au 31 décembre 2023. Le dispositif REACT-EU s'inscrit, également, dans la continuité des mesures européennes de soutien à court terme pour faire face à la crise, prévues par l'initiative d'investissement en réaction au coronavirus (CRII) et l'initiative d'investissement plus en réaction au coronavirus (CRII +) dont la Région s'est saisie en tant qu'Autorité de Gestion des fonds européens.

Concernant le cadre réglementaire de REACT-EU, les ressources supplémentaires relèvent des règles applicables définies par le règlement portant dispositions communes pour la programmation 2014-2020 et peuvent être utilisées au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) ou du Fonds social européen (FSE). Un nouvel objectif thématique : «

Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie » devra être mobilisé ce qui nécessitera la révision du programme opérationnel régional FEDER/FSE 2014-2020.

Dans sa proposition sur le dispositif REACT-EU, la Commission européenne a défini des domaines d'intervention prioritaires pour le FEDER et le FSE. Concernant le FEDER, il s'agit :

- des investissements en direction des produits et des services de santé,
- le soutien au fonds de roulement ou aux investissements en faveur des PME,
- des mesures qui contribuent à la transition vers une économie verte et numérique,
- des investissements dans des infrastructures fournissant des services de base au public et
- des mesures économiques en faveur des régions les plus dépendantes des secteurs les plus impactés par la crise.

La présente consultation écrite a pour objet de recueillir l'avis du Comité de Suivi sur une proposition de cadrage stratégique de la mise en œuvre du dispositif *REACT-EU* pour le POR FEDER/FSE 2014 - 2020 permettant à l'AG de déposer la révision du POR une fois le règlement relatif à REACT-EU adopté par l'UE, et ainsi commencer la programmation des ressources supplémentaires.

1. ETAT DES MONTANTS MOBILISABLES AU TITRE DE REACT-EU

Selon des critères de prospérité relative et d'impact de la crise actuelle sur leur économie et leur société, il est prévu que le montant de 47,5 milliards d'euros du dispositif REACT-EU soit réparti entre les Etats membres en deux temps : une première allocation d'un montant de 37,5 milliards d'euros en 2021 (soit environ 79% du total) et une deuxième allocation de 10 milliards d'euros en 2022 (soit environ 21% du total).

En tenant compte de cette clé de répartition européenne puis celle proposée au niveau national, l'enveloppe prévisionnelle pour la Région s'élèverait à 93 millions d'euros pour 2021 et pourrait atteindre jusqu'à 24 millions pour 2022 en fonction des dernières statistiques disponibles pour la France à la fin 2021, ce qui porterait l'enveloppe prévisionnelle globale de la Région à 117 millions d'euros, dont 112,3 millions pour des investissements et 4,7 millions pour l'assistance technique.

1.1 Montants mobilisables à l'issue du présent Comité de Suivi

1.1.1 Au sein du nouvel axe 9 « Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie »

Sur la base de l'enveloppe prévisionnelle régionale de 93 M€ en 2021, après déduction de l'assistance technique (4% de l'enveloppe), l'autorité de gestion propose de mobiliser **environ 89,3 M€ de FEDER** pour les interventions suivantes :

- Soutenir les projets d'équipements des établissements sanitaires et médico-sociaux ainsi que la recherche sur la COVID-19
- Soutenir le fonds de roulement et l'investissement en faveur des PME
- Encourager la décarbonation des transports

- Accompagner la transition numérique du territoire

1.1.2 Au sein de l'axe 6 assistance technique FEDER

L'Autorité de gestion propose de mobiliser 4% de l'enveloppe prévisionnelle régionale soit environ 3,7 M€ pour l'assistance technique en 2021 (ajout à l'axe 6).

2. PROPOSITION DE CADRE GENERAL DE MISE EN ŒUVRE DE REACT-EU AU SEIN DU POR FEDER-FSE 2014-2020

L'Autorité de gestion souhaite mobiliser du FEDER exclusivement sur quatre domaines d'intervention : la santé, le soutien aux PME, la transition écologique et la transition numérique. Comme l'autorise le règlement REACT-EU, un nouvel axe 9 et OT 12 seront créés à cet effet.

2.1 Soutenir les établissements sanitaires et médico-sociaux ainsi que la recherche sur la COVID-19

Les établissements sanitaires et médico-sociaux doivent faire face à une reprise de la crise sur l'ensemble du territoire régional, et dans les agglomérations en particulier. Le soutien aux projets d'équipements des établissements sanitaires et médico-sociaux permettra une meilleure prise en charge des patients ou résidents atteints de la COVID-19 ainsi que des patients ou résidents atteints d'autres pathologies ou simplement vulnérables (vieillesse) en vue d'assurer une continuité des soins et de diminuer la propagation de la maladie.

Exemples d'actions : Financement de services d'urgence et de réanimation, plateaux techniques, réaménagement de services, etc.

Groupes cibles : Les six groupements hospitaliers de territoire et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) sur l'ensemble du territoire régional

Soutenir les projets de recherche qui visent à renforcer la connaissance de la COVID-19 et d'autres virus permettra de stimuler la croissance économique régionale, la recherche d'excellence et la spécialisation intelligente dans des domaines qui contribuent directement à la résolution de la crise et à une meilleure préparation en cas de nouvelles crises.

Exemples d'actions : Acquisition d'équipement innovant, etc.

Groupes cibles : Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche

L'autorité de gestion propose de mobiliser 10 M€ de FEDER sur ces mesures.

2.2 Soutenir le fonds de roulement et l'investissement en faveur des PME

Certains secteurs de l'économie régionale ont particulièrement été impactés par la crise, c'est le cas des services marchands, menaçant la survie d'un grand nombre de PME qui sont pourtant hautement génératrices d'emplois pour la Région. La mobilisation des fonds européens sous la forme d'instruments financiers en soutien au fonds de roulement et à l'investissement dans les PME permettra la survie de nombreuses PME, de maintenir l'emploi et contribuera à la résilience de l'économie régionale.

Exemples d'actions : Abondement du dispositif prêt rebond de BPI et de Région Sud Investment
Groupe cible : PME régionales

L'autorité de gestion propose de doter ces instruments financiers de réponse à court et moyen terme à hauteur de 40 M€ de FEDER.

2.3 Encourager la décarbonation des transports

Il s'agit ici de répondre à certains objectifs du SRADDET en termes de réduction du recours à la voiture individuelle ou de lutte contre la pollution atmosphérique à travers des mesures telles que le soutien aux aménagements cyclables intégrés pour développer des déplacements multimodaux, le soutien à la transition énergétique des infrastructures portuaires, et le soutien aux infrastructures et équipements permettant la distribution de carburant alternatif.

Exemples d'actions : Etudes, travaux et équipements

Groupes cibles : Etablissements publics, collectivités locales et autorités organisatrices de la mobilité durable, propriétaires ou exploitants des infrastructures de distribution de carburants alternatifs dans le transport maritime, entreprises.

L'autorité de gestion propose de mobiliser 30 M€ de FEDER sur ces mesures.

2.4 Accompagner la transition numérique du territoire

Le contexte actuel a confirmé la nécessité d'accélérer la transition numérique afin d'assurer une continuité économique, pédagogique, sanitaire et sociale en période de crise et dans l'éventualité de nouvelles crises, mais aussi afin d'accroître la connaissance du territoire dans un souci de modernisation et d'efficience de l'action publique. A cet effet, deux typologies de mesures ont été identifiées :

- **Accompagner les établissements scolaires régionaux dans des mesures d'investissement pour accélérer la transition numérique et assurer la continuité pédagogique dans un contexte de distanciation physique.**

Exemples d'actions : Equipement en tablettes et en manuels numériques, couverture Wifi, équipement en vidéoprojecteurs et stations de travail, ajout de fonctionnalités collaboratives aux environnements numériques de travail, etc.

Groupes cibles : Lycées, collèges

- **Accompagner l'essor des territoires intelligents afin d'assurer la continuité de l'action publique en période de crise et d'encourager la transition numérique des territoires et la reprise écologique de l'économie ;**

Exemples d'actions : Solutions d'accès à Internet sans fil, administration de la donnée, systèmes d'informations pour la mobilité, la santé, la citoyenneté...

L'autorité de gestion propose de mobiliser 40 M€ de FEDER sur ces mesures.